



« Laisser la génération suivante régler la facture ne devrait pas entrer en ligne de compte »

Alexander Keberle

Politique climatique, Politique financière

# Fonds climat: accumuler des dettes n'est ***pas une politique d'avenir***

24.02.2026

## D'un coup d'oeil

S'endetter ou ne pas s'occuper sérieusement de ses dettes semble être dans l'air du temps. Les milieux politiques rechignent à mettre en œuvre le programme d'allègement 27 et une initiative demande la création d'un fonds coûteux financé par la dette.

- La mise en œuvre intégrale du PAB27 et la croissance inférieure des dépenses qu'elle entraînerait sont nécessaires pour créer des marges de manœuvre indispensables du côté de la Confédération
- Respecter le frein à l'endettement n'empêche d'investir, cela nous empêche seulement de financer des investissements à crédit
- Un fonds climat qui accumulerait des dettes imposerait des charges disproportionnées aux générations futures. Ce serait antisocial

Si les discussions sur le budget autour de la table familiale étaient menées comme elles le sont en politique, de nombreux mariages auraient échoué depuis longtemps – ou alors les familles auraient fait faillite. Chacun souhaite davantage pour soi et les économies, c'est bon pour les autres. Le compromis généralement trouvé n'en a que l'apparence, car il s'agit presque toujours de dépenser encore plus.

Les finances publiques de la Suisse n'ont rien à voir avec celles d'un couple qui divorce ou qui est en faillite. Elles sont comparativement très solides, ce que nous devons au frein à l'endettement. Grâce à lui et malgré des charges actuellement lourdes, nous n'avons pas besoin de programmes d'austérité stricts comme beaucoup de nos voisins. Il suffirait de ralentir légèrement la croissance des dépenses. Pas de coupes budgétaires. Simplement ralentir un peu le rythme.

## **Le frein à l'endettement est sous pression**

À peine est-il question de renoncer à dépenser un franc supplémentaire dans un domaine que cela soulève un tollé d'un bout à l'autre du pays. Des groupes d'intérêt se mobilisent, des personnalités politiques reçoivent des avalanches de courriels. Ceux qui disent non seraient sans cœur ou d'un autre temps. Ceux qui refusent de donner davantage de moyens seraient contre le projet lui-même.

C'est ainsi que le frein à l'endettement se retrouve sous le feu permanent des critiques. Il freinerait les investissements. La Suisse saboterait son avenir à force d'économies. C'est totalement faux. Par rapport à 2003, l'année où le frein à l'endettement a été introduit, la Confédération dépense près de 50% de plus par habitant. On se saurait parler d'un État qui économise à mort. Le frein à l'endettement n'empêche pas d'investir. Il nous empêche seulement de financer les investissements à crédit.

## S'endetter pour le climat est tout sauf durable

Supprimer le frein à l'endettement est pourtant l'objectif déclaré de certains milieux, à long terme. Cela les agace que l'État ne puisse pas dépenser sans compter. La dernière attaque en date est dissimulée sous une peau de mouton: l'initiative pour le fonds climat. Elle prévoit des dettes pouvant atteindre 10 milliards de francs par an – pour le climat. La protection du climat est importante, cela ne fait aucun doute. Ceux qui affirment qu'il faut s'endetter «pour le climat» disent en réalité que la prochaine génération devra payer pour ce que nous ne sommes pas prêts à faire aujourd'hui.

Ces dettes sont ensuite présentées comme des «investissements» – pour lesquels nos descendants devraient nous être reconnaissants –, ce qui n'améliore pas la situation. On peut douter que ces ressources utilisées selon les principes de l'économie planifiée portent des fruits. On peut même affirmer que ce ne sera pas le cas, car aucun de ceux qui font des promesses aujourd'hui ne devra en assumer la responsabilité. Ce dans quoi nous devrions réellement investir est un débat politique. Transmettre simplement la facture à la génération suivante ne devrait même pas entrer en ligne de compte. Car accumuler des dettes ce n'est pas mener une politique d'avenir. Elles sont tout simplement antisociales.



**Alexander Keberle**

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction